

**Jacques PUYAUBERT**

***Georges Bonnet, 1889-1973, Étude biographique.***

*Thèse de doctorat d'histoire de l'Université de Bordeaux 3 sous la direction de Mme le professeur Sylvie GUILLAUME devant un jury composé de Mme le professeur DU REAU (Université de Paris XIII), Monsieur le professeur Robert FRANK (Université de Paris I), Monsieur le professeur Bernard LACHAISE (Université de Bordeaux 3)*

*Mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.*

**Résumé de thèse**

La biographie de Georges Bonnet, homme politique français du vingtième siècle, ministre radical pendant l'Entre-deux-guerres, retrace l'itinéraire d'un pacifiste. Cette étude a pour objectif de montrer la précocité de son engagement idéologique ainsi que la constance de ses efforts en faveur du consensus social et d'une gestion dépassionnée des relations internationales. Les archives familiales qui ont dormi pendant plus de vingt ans sont d'une remarquable richesse, tant par leur ampleur que par leur densité ; leurs silences servent également de révélateur. Croisées avec d'autres sources tant publiques que privées, elles apportent cette touche d'intimité seule capable de donner quelques clés pour l'approche d'une personnalité complexe.

**La première époque de sa vie voit se dessiner une brillante ascension politique**

Originaire de Bassillac, près de Périgueux, Georges Bonnet appartient à une lignée de juristes. Poussés par Gaston Bonnet, haut magistrat, les trois fils Charles, André et Georges suivent un cursus parallèle : un grand lycée, le droit et la Conférence du stage. Georges résiste à l'appel du barreau pour intégrer le Conseil d'État en 1913. Il a une belle culture littéraire et linguistique, l'efficacité de la formation donnée par Sciences-Po et un solide réseau de relations forgé par son père à l'intérieur des cercles républicains

La Grande Guerre est une douloureuse épreuve destinée à marquer durablement le comportement du lieutenant Georges Bonnet. Dès 1915, Bonnet entame la publication de *L'Âme du soldat*. Sa correspondance témoigne de sa complicité avec André François-Poncet et Robert de Jouvenel dont les convictions pacifistes sont déjà très affirmées en 1916. La cessation des hostilités lui donne l'occasion de montrer ses talents d'organisateur à la tête du cabinet ministériel en charge de la Démobilisation. Les premières missions à l'étranger, destinées à relancer les communications internationales ainsi que son mariage avec Odette Pelletan l'insèrent définitivement dans « l'aristocratie républicaine ». La critique des séquelles laissées par le traité de Versailles prépare l'engagement militant dans les organisations internationalistes. Profondément meurtri par l'hécatombe qui a fauché sa génération, Georges Bonnet entre en politique comme en mission. Il fallait protéger à tout jamais « *cette fleur divine : la Paix* ». Son credo intangible, en filigrane dans ses *Lettres à un bourgeois de 1914*, sera de rassembler l'union sacrée de toutes les bonnes volontés. Toutes ses valeurs se rattachent à ce socle invariant : stabilité de l'État et de sa monnaie, pacification des rapports sociaux ou inter-étatiques, confiance dans le dialogue.

Le premier échec aux élections législatives de 1919 contre le Bloc national s'avère salutaire. Sous le parrainage appuyé de Léon Sireyjol, cacique radical du Nontronnais, Georges Bonnet s'implante en Périgord en collectionnant un à un les mandats locaux. Ce fief électoral, condition nécessaire sous la III<sup>e</sup> République, se bâtit patiemment. Les relations clientélistes qui se tissent indéniablement sont doublées d'une compréhension profonde des mentalités locales. Le maillage tissé dans les années vingt est suffisamment solide pour résister à tous les avatars de la vie politique. Cet enracinement a permis son grand retour de l'après-guerre. Ses rituels discours de Périgueux ont jalonné son parcours.

Le succès de 1924 aux côtés du Cartel des gauches et d'Yvon Delbos ouvre les portes du Palais-Bourbon pour une carrière unique qui se déroule sous trois républiques. Georges Bonnet a davantage épousé les terres radicales qu'il n'a véritablement adhéré avec conviction au radicalisme. Pragmatique, il entre au parti de la place de Valois sur les conseils d'Herriot.

À la SDN en 1924, il soutient l'action de l'expert Charles Rist pour la reconstruction financière de l'Autriche. Il accompagne la proposition d'Henri Bergson et de Julien Luchaire de fonder à Paris l'Institut de coopération intellectuelle.

Il est remarqué par ses pairs pour sa compétence et sa puissance de travail. Les premières responsabilités ministérielles qui lui sont octroyées en 1925 représentent un véritable tournant vers davantage de mesure dans les intentions et de réalisme dans l'exécution. Au début des années 1930, Georges Bonnet est devenu une personnalité éminente du Parti radical, adepte des formules de « concentration ». Amené à exercer de nombreuses fonctions ministérielles, il apparaît désormais comme un réformiste timide, soucieux de protéger ses concitoyens tout en adaptant l'appareil de l'État aux nécessités de l'heure. Entre ces deux propositions, la première est privilégiée *in fine* parce qu'elle permet de garantir la cohésion de la société.

### **La deuxième partie de la vie de Georges Bonnet est tout entière conditionnée par la dépression dont il s'agit de préserver la France.**

Rallié au plan Young par défaut, méfiant - comme son collaborateur Pierre Mendès France - devant les ambitions de la Banque des Règlements internationaux, il s'emploie à lever les obstacles à la circulation des marchandises et des capitaux ainsi qu'à stabiliser le cours des monnaies. Les négociations multilatérales sont autant d'espoirs déçus. Il connaît le succès et l'échec dans les conversations commerciales bilatérales. Le libre échangeisme sincère qu'il professe doit être perçu comme un moyen de désamorcer les germes de tension et de préparer des rapprochements politiques et non pas idéologiques. Ministre des Finances pendant toute l'année 1933 - en particulier avec Daladier -, il reste l'adepte d'une politique déflationniste dans son principe, rigoureuse sur le plan des défenses publiques mais soucieuse de ne pénaliser ni les petits producteurs indépendants ni les classes moyennes. La politique nationale de soutien du marché du blé illustre toute l'ambiguïté d'un gestionnaire prudent pris entre des aspirations contraires. La mise sur pied du Bloc-Or apparaît plus comme un pis aller sans horizon que comme un véritable réponse à la perte d'influence des intérêts français.

Le Rassemblement populaire est bien étranger au notable rural, aussi rétif devant les élans ouvriéristes qu'il est hostile à toute alliance avec le Parti communiste. Élu sur son seul nom en mai 1936, Georges Bonnet anime l'aile droite du radicalisme sans parvenir à déstabiliser sa direction. Son ambassade à Washington est un exil doré où il peut mesurer la force de l'isolationnisme américain. Malgré sa campagne d'opinion, il assiste, impuissant, à l'élaboration de la loi de Neutralité.

Son grand retour rue de Rivoli, en juin 1937, lui donne l'occasion de prendre sa revanche sur le Front populaire. Il doit cependant marier les contraires : l'abandon de l'étalon-or se trouve associé à une série de décrets-lois supposés redonner la fameuse confiance ébranlée par le passage de la gauche au pouvoir. Grâce au Fonds de Stabilisation des changes et au Fonds de Soutien des rentes, Bonnet profite d'un court répit pendant l'été. Tout au plus, peut-il se targuer d'une fragile stabilisation. Sur le front du réarmement, il tempère des projets, en particulier dans le domaine de l'aéronautique militaire. En l'occurrence, sa lecture comptable des priorités budgétaires est tout aussi responsable de ses choix que son pacifisme sous-jacent. Son engagement en faveur des classes moyennes semble lui préparer la voie. Appelé par Lebrun pour former un gouvernement d'union, il échoue devant le veto de la SFIO.

### **L'imbrication des enjeux le conduit à une troisième phase dont l'objectif suprême est de placer la France à l'abri du péril majeur, la guerre.**

La « Realpolitik » qui le caractérise marque son passage au quai d'Orsay dans le gouvernement Daladier (1938-1939). Une perception inquiète de la puissance française, isolement diplomatique, infériorité militaire et corset économique, ainsi que le caractère très

virtuel de l'Entente cordiale jusqu'à l'hiver 1939 le déterminent à adopter la voie de l'apaisement afin de différer les échéances. L'omniprésence du département des Affaires étrangères sur le chemin de Munich cache mal les divergences de vue qui fragilisent le processus décisionnel. Le rapprochement avorté avec l'Allemagne nationale-socialiste à l'automne 1938 pèse lourd dans la fracture d'une opinion de plus en plus éloignée de la croisade pour la paix menée avec une étonnante détermination par Georges Bonnet. Le redéploiement diplomatique puis l'invasion de la Bohême-Moravie par la Wehrmacht, en mars 1939, semblent sonner le glas d'une diplomatie de la conciliation. Renoncements sur l'essentiel - le système d'alliances à l'Est - ou concessions limitées ? Le jeu subtil et risqué mené par le ministre trouve un aboutissement dans la reconnaissance du régime de Franco mais se délite face à la mauvaise volonté de Mussolini.

Ces ouvertures méditerranéennes décevantes entraînent une divergence de plus en plus accentuée avec Daladier, épaulé par Alexis Léger. Malgré des débuts encourageants, le talent du négociateur ne parvient pas à débloquer les rapports avec l'Union soviétique. La gestion directe de ce dossier sensible par le président du Conseil éloigne un peu plus Georges Bonnet du pouvoir. Dans la crise ultime de Dantzig, et ce malgré l'annonce du pacte germano-soviétique, un fol espoir laisse entrevoir la possibilité d'une négociation de la dernière chance. Épargner la guerre à la France, telle est bien, à ses yeux, la vocation du diplomate prêt à trouver une ouverture jusqu'à la limite extrême. L'échec de la proposition italienne devant l'intransigeance d'Hitler conduit le gouvernement de la France à déclarer la guerre à l'Allemagne. Placé en première ligne, Georges Bonnet y voit, à juste titre, la négation de toute son action, un véritable drame personnel. Sa présence éphémère place Vendôme ne saurait le détourner de sa voie initiale.

Devant la défaite militaire inéluctable, il envisage très tôt la solution du cessez-le feu et se retrouve donc parmi les activistes lors de la « Commune de Bordeaux » de juin 40. La paix paraissant plus que jamais à portée de main, il participe à l'intense campagne de presse de l'été 1940. L'adhésion à l'État français s'explique aussi par le souci d'un retour rapide à l'ordre derrière Pétain. La « Grande Pénitence » annoncée par Bonnet en 1937 le conduit tout droit à conforter la Révolution nationale. Son accession au Conseil national est sans surprise pour ce maréchaliste convaincu qui a ses entrées à l'hôtel du Parc. Il profite de son influence pour intervenir en faveur de personnes venues de tous horizons. Le procès de Riom lui réserve une surprise. Interrogé comme témoin, il se retrouve vivement attaqué par Léon Noël, ancien ambassadeur à Varsovie. En 1943, Bonnet joue vainement la carte Pétain contre Laval. Marginalisé, il s'est enfermé dans une impasse. Inquiété par la Résistance communiste, interrogé par l'ambassade d'Allemagne, il choisit l'exil en Suisse.

### **Commence alors une quatrième époque essentiellement consacrée à la défense de la politique menée avant-guerre au quai d'Orsay.**

Les six années passées sur les bords du lac Léman (1944-1949) sont des plus méconnues et des plus instructives. Les sanctions atteignent l'ancien ministre : inéligibilité, exclusion du Parti radical, instruction pénale pour intelligence avec l'ennemi. Un réseau de relations helvétiques vite étoffé se combine avec le soutien d'un noyau de fidèles resté en France. Il s'agit d'entamer de discrètes démarches pour éviter l'expulsion et préparer le retour. La publication de ses Mémoires *Défense de la Paix* permet à Georges Bonnet d'inverser la tendance. L'abandon des poursuites judiciaires le voit rentrer aussitôt dans son pays, persuadé de son bon droit.

De retour dans le jeu périgourdin malgré les attaques virulentes du Parti communiste, Bonnet déjoue les pronostics pour s'imposer dans son fief ainsi qu'à la direction départementale du Parti radical. Une résurrection judiciaire, médiatique et politique lui ouvre, après 1951, un second parcours local et national plus conservateur. Une bonne part de son temps est consacrée à engager et à suivre des procédures judiciaires imbriquées contre les décisions qui confirment son inéligibilité. Dans un contexte désormais plus favorable, trois jugements successifs lèvent les derniers obstacles à la renaissance de sa carrière nationale. La compétition fratricide engagée avec Henri Laforest, le dauphin de Delbos, conduit à un éclatement du Parti radical, faisant rejouer la ligne de fracture droite/gauche des années 1930. En janvier 1956, l'ancien député retrouve le Palais-Bourbon et une activité parisienne intense.

Très critique vis à vis de l'instabilité parlementaire, prompt à suivre les mouvements de l'opinion sur l'affaire algérienne, il se rapproche du général de Gaulle en mai 1958 afin de préserver la paix civile. La main tendue au général ne signifie pas pour autant adhésion aux idéaux du gaullisme. La politique extérieure de coopération est un premier point de désaccord. La décolonisation rapide de l'Algérie fait le reste puisque Bonnet s'élève contre les renoncements du gouvernement devant la rébellion. La confiance se transforme en défiance puis en rejet franc en 1962. Il rejoint le camp du « non » comme les deux députés gaullistes de la Dordogne.

La querelle institutionnelle d'octobre 1962 accélère la recomposition du paysage électoral. Réélu sans difficulté en 1958, 1962 comme en 1967, Georges Bonnet est désormais concurrencé par un nouveau gaullisme orthodoxe et conquérant animé par Yves Guéna. Il résiste à tous les assauts grâce au soutien méthodiquement structuré des petits notables. Son sens tactique fait merveille lors des triangulaires où il peut jouer sa partition de l'homme du juste milieu entre communisme et « pouvoir personnel ». En 1964, le défi lancé à Périgueux tourne à son avantage. Le Parti radical décimé lui ouvre les bras jusqu'à l'élever à la présidence d'honneur.

Basculant vers l'opposition afin de préserver son espace politique dans un département de gauche, il plaide pour un gouvernement au centre droit (Pinay en 1965, Poher en 1969). L'échec aux législatives de 1968 est largement compensé par la transmission de ses mandats locaux à son fils Alain-Paul qu'il a patiemment entamée à partir de 1962. Son pari dynastique est parfaitement réussi puisque son fils est élu député en mars 1973.

À près de 80 ans, « *l'apaisement* » intérieur et extérieur reste son maître-mot. Georges Bonnet a poursuivi ses publications autobiographiques pour démontrer la justesse de son combat pour la paix. Son attitude ne se comprendrait pas sans son appartenance à la génération du feu. Ce personnage controversé, dont l'opportunisme apparent n'est qu'un moyen de faire triompher des convictions plus profondes, a déformé sa propre image en se faisant le défenseur sourcilleux de la conférence de Munich de 1938. Il mérite sans doute mieux que la trace qu'il nous a laissée.